

# “L’enseignement reste marqué par les piliers traditionnels”

■ Le réseau des communes et des provinces fête ses cinquante ans, ce mercredi.

Entretien **Bosco d’Otreppe**

**R**oberto Galluccio est un homme de dossiers. Rue des Minimes, à Bruxelles, son très sobre bureau est submergé par d’impressionnantes piles de fardes, témoignages de l’imposant paquebot que demeure notre enseignement. Administrateur-délégué du Cpeons, l’enseignement des communes et des provinces qui fête aujourd’hui ses cinquante ans, Roberto Galluccio est un des grands acteurs de cet enseignement sur lequel il porte un regard particulier.

**Le Cpeons fête ses cinquante ans. Quelle est encore, aujourd’hui, la légitimité de maintenir différents réseaux dans notre enseignement. Quelle est votre valeur ajoutée ?**

Avant tout, en tant que porte-parole de l’ensemble des pouvoirs organisateurs (PO), nous pouvons coordonner et traduire d’une seule voix l’ensemble de leurs besoins. Cela évite une trop importante cacophonie au vu du nombre de PO qui existent.

**Cela rapporte sur le plan organisationnel, mais cela apporte-t-il une vraie richesse à notre enseignement ?**

Cette pluralité des réseaux est la force de notre enseignement, en ce sens qu’avec les différentes sensibilités qu’elle exprime, elle lui permet de s’adresser à tout le monde. Grâce à l’existence de différents réseaux, aucun public n’est oublié. Et puis, chacun ayant son mode de fonctionnement, cela nous permet

de nous enrichir les uns les autres. Mais c’est aussi une faiblesse pour notre enseignement qui est du coup morcelé entre de nombreux acteurs.

**Justement, les débats dans le cadre du Pacte pour un enseignement d’excellence qui renvoient de telles problématiques battent leur plein. Quelle y est votre place ?**

Nous avons été conviés tout au long du cheminement, comme au sein des groupes de travail.

**Cela se passe-t-il bien ?**

Nous avons l’opportunité de nous exprimer, mais les groupes sont trop nombreux, et notre voix est un peu perdue et noyée au milieu d’un ensemble de discours. C’est un des bémols du Pacte. En travaillant avec des groupes si importants, on perd la pertinence de certains discours. Sans que cela soit systématique, nous avons également le sentiment que la ministre arrive avec des notes préécrites. On a parfois l’impression que les carottes sont cuites, comme dans le cadre de la réforme du qualifiant, par exemple.

**Cela pourrait-il faire vaciller le Pacte ?**

Même si on tire un nombre restreint d’idées issues de ce Pacte, je pense qu’il restera comme une réussite. Vouloir réformer notre enseignement est un énorme chantier, et il fallait prendre le taureau par les cornes. Je

pense également qu’en étant très participatif, le Pacte a adopté une méthodologie qui permettra d’éviter certaines tensions. La démarche est donc intéressante, mais son ampleur court sans doute le risque d’être au-delà de ce que

les enseignants peuvent digérer.

**Fait rare, plusieurs pouvoirs organisateurs ont signé il y a quelques mois un communiqué commun à l’encontre de certains choix de la ministre. Les piliers qui ont**

**longtemps structuré la société belge se sont-ils également effacés au sein de l’enseignement ?**

Dans l’enseignement, la centralisation est beaucoup plus marquée qu’auparavant. Les pouvoirs publics ont accentué leur rôle de régulateur, et la marge de manœuvre des PO est donc beaucoup plus restreinte. Pour autant, de par la reconnaissance des différents réseaux sur laquelle je ne pense pas que l’on va revenir, l’existence de ces piliers se maintiendra toujours. On cite souvent le modèle d’enseignement finlandais, mais il faut savoir que là-bas les pouvoirs publics sont le seul interlocuteur. Chez nous, une telle évolution est impossible car nous sommes trop attachés à nos libertés individuelles, et principalement à celles qui concernent l’enseignement.

**Frédéric Delcor, le Secrétaire général du ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, expliquait dans nos pages que s’étaient apaisées les divergences PS/CDH concernant l’enseignement.**

Je pense que cela tient plus aux échanges politiques au sein d’une coalition. Je suis même surpris de l’évocation d’un tel rapprochement. Comme je l’évoquais, dans un système avec des piliers très marqués, chacun est obligé de faire des concessions pour ne pas que soit rouverte une nouvelle guerre scolaire.

**“Avec différents réseaux, aucun public n’est oublié.”**

**ROBERTO GALLUCCIO**

Administrateur-délégué du Cpeons.

## Repères

### Une fédération de PO

**Fédérer.** A l’instar du Segec pour l’enseignement catholique, par exemple, le Cpeons fédère depuis 1965 les pouvoirs organisateurs (PO) du réseau de l’enseignement officiel organisé par les communes, les provinces,

et la Cocof (la Commission communautaire française).

**Représenter.** Son objectif est de soutenir ces réseaux, d’un point de vue législatif ou pédagogique, par exemple, mais également de représenter leurs aspirations auprès des pouvoirs publics et du ministère de l’Enseignement.

**Importance.** Le poids du Cpeons est relativement important,

puisque’il concerne 59 000 élèves dans le secondaire, mais également 29 000 étudiants dans l’enseignement supérieur à travers les établissements qu’il représente. Il regroupe également 54 centres PMS. Le Cpeons étant particulièrement actif au sein des écoles qualifiantes, il a axé sa réflexion sur la revalorisation de cet enseignement.